

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Annecy, le 20 août 2018

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° PAIC-2018-0080

Société FORTIER BEAULIEU (Ex TANNERIE BCS) à Rumilly
Prescriptions complémentaires relatives à la remise en état du
site

VU le code de l'environnement, titre I^{er} du livre V, notamment les articles R.181-45, R.512-39-3 et R.515-31-1;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 03 novembre 2016 portant nomination de Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la circulaire du 08 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols - Gestion des sols pollués ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-865 du 29 mars 2000 autorisant la société SA BCS à poursuivre l'exploitation d'une unité de teinture et pigmentation de peaux à Rumilly, au 9 rue de l'industrie;

VU le récépissé délivré le 07 décembre 2006 à la société BCS SCOP SA suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le récépissé délivré le 07 octobre 2015 à la société TANNERIE BCS suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU la notification de cessation définitive d'activité présentée le 14 septembre 2015 par la société TANNERIE BCS ;

VU le récépissé de notification de cessation définitive d'activité délivré le 19 octobre 2015 à la société TANNERIE BCS ;

VU le récépissé délivré le 27 mars 2017 à la société FORTIER BEAULIEU, dont le siège social est établi au 30 Quai Gailleton – 69 002 Lyon, suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le mémoire de cessation d'activité du 07 juin 2017 transmis le 09 juin 2017 à monsieur le préfet ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que le diagnostic environnemental fourni dans le mémoire de cessation d'activité sus-mentionné a mis en évidence la présence d'hydrocarbures totaux à des concentrations notables au droit de deux zones d'étendue limitée ;

CONSIDÉRANT que le diagnostic environnemental sus-mentionné fait aussi état de la présence de chrome à des concentrations importantes au niveau de deux autres secteurs du site ;

CONSIDÉRANT que le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'octobre 2013 de la commune de Rumilly interdit notamment tout travail de terrassement dans une zone classée 950 Zg constituée d'une bande de 5 à 10 mètres de largeur le long de la limite Nord du site, en bordure de la rive gauche du Chéran ;

CONSIDÉRANT que l'une des deux zones dont les sols sont contaminés par les hydrocarbures, est localisée dans la zone classée 950 Zg du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la cessation d'activité de l'ancienne tannerie de Rumilly conduira à libérer des terrains où il est prévu de construire des bâtiments à usage d'habitations ;

CONSIDÉRANT que d'après les informations communiquées le 11 juin 2018 par la société FORTIER BEAULIEU, le propriétaire des terrains (SCI Neptune à Sainte-Foy-lès-Lyon -69) et la mairie de RUMILLY n'ont pas émis d'observation sur un tel usage futur du site ;

CONSIDÉRANT l'usage futur du site, il convient de prescrire des dispositions particulières dans le cadre de sa remise en état, telle qu'elle est prévue par la société FORTIER BEAULIEU et détaillée sous la forme d'un plan de gestion et une proposition de mesures de maîtrise des impacts dans le mémoire de cessation d'activité sus-mentionné ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

La société FORTIER BEAULIEU, ci-après aussi dénommée "l'exploitant", dont le siège social est établi au 30 Quai Gailleton – 69 002 Lyon, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le traitement des pollutions présentes dans les sols de l'ancienne usine de teinture et pigmentation de peaux située au 9 rue de l'industrie sur la commune de Rumilly.

Dans le cadre du présent arrêté, les travaux seront réalisés sous la surveillance d'un organisme de contrôle compétent mandaté par l'exploitant, dont le choix sera porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 2 - Traitement de la pollution des sols par les hydrocarbures (bâtiment 16)

Les terres contaminées par les hydrocarbures totaux seront excavées au droit de la zone suivante identifiée dans le mémoire de cessation d'activité du 07 juin 2017 (cf. plan joint au présent arrêté):

- Point S14 localisé dans le bâtiment repéré 16.

Afin de s'assurer que toutes les terres contaminées ont bien été excavées au niveau de ce point et qu'il n'y a pas eu d'extension de la zone polluée initialement estimée (en profondeur et latéralement), des prélèvements seront réalisés en fond et en bord de la fouille avant remblaiement de façon à constituer un échantillon de sol représentatif.

Chaque échantillon fera l'objet d'une analyse sur les hydrocarbures totaux selon les méthodes de référence et les normes en vigueur. Si nécessaire, les excavations seront poursuivies tant que la concentration en polluant relevée dépassera la valeur seuil de 500 mg / kg MS.

Les terres excavées seront éliminées dans des centres de traitement autorisés à cet effet. Les bordereaux de suivi de déchets dangereux émis lors de cette opération seront transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux.

La zone excavée sera ensuite remblayée par des matériaux sains et propres. Les documents justifiant la provenance de ces matériaux seront transmis à l'inspection des installations classées.

A l'issue des travaux, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées un bilan de cette opération de traitement du site. Par ailleurs, il justifiera, au travers d'une analyse des risques résiduels, que le niveau de réhabilitation ainsi obtenu est compatible avec l'usage futur prévu pour le site. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

Article 3 - Pollution des sols par les hydrocarbures (bâtiment 9) et le chrome (bâtiments 20^{bis} et 20/21)

Les dispositions du présent article concernent les sols contaminés par les hydrocarbures et le chrome au niveau des trois zones suivantes identifiées dans le mémoire de cessation d'activité du 07 juin 2017 (cf. plan joint au présent arrêté) :

- Point S12 localisé dans le bâtiment repéré 9 (présence d'hydrocarbures).
- Points S23 et S22 localisés dans les bâtiments repérés 20 et 21 (présence de chrome).
- Ponts S16, S17 et S18 localisés dans le bâtiment repéré 20^{bis} (présence de chrome).

Au droit de ces deux zones, l'exploitant doit s'assurer que des mesures de maîtrise des impacts seront prises en instituant des dispositions constructives, des précautions et/ou des restrictions d'usage, comme celles décrites dans son mémoire de cessation d'activité, de façon à garantir que la pollution résiduelle ne génère pas de risques sanitaires sur le site.

A cet effet, en application des articles R.512-39-3 et R.515-31-1 du code de l'environnement, la société FORTIER BEAULIEU établira et transmettra au préfet un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'environnement.

Ce dossier précisera les limitations ou interdictions nécessaires à l'utilisation, l'aménagement ou la modification du sol et du sous-sol afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage

futur proposé sur la base du niveau de réhabilitation réalisé et mesuré notamment au travers d'une analyse des risques résiduels pour la santé.

A ce titre, il comprendra :

- Une notice de présentation.
- Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2 du code de l'environnement ainsi que les aires correspondantes à chaque catégorie de servitudes.
- Un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leurs usages actuels et envisagés.
- L'énoncé des règles envisagées sur la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

En outre, le dossier doit :

- Justifier la compatibilité des usages du sol ou du sous-sol avec la pollution qui affecte celui-ci conformément à l'article R.515-31-2-I-1° du code de l'environnement.
- Fixer les précautions à prendre, si nécessaire, préalablement à toute intervention ou travaux sur le site conformément à l'article R.515-31-2-I-1° du code de l'environnement.
- Prévoir les modalités sur l'entretien et la surveillance du site conformément à l'article R.515-31-2-I-3° du code de l'environnement.

Toute évolution ultérieure de ces servitudes devra faire l'objet d'une demande comportant notamment un dossier justificatif et une nouvelle évaluation des risques sanitaires.

Article 4 - Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 -Recours

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 - Mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives de la commune de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de RUMILLY pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de RUMILLY fera connaître par un procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 -Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de RUMILLY.

Pour le Préfet,
La secrétaire générale,



Florence GOUACHE

